



# Rapport annuel 2017-2018

---

Organisme canadien à but non lucratif, la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation se consacre à la promotion et au renforcement de l'audit de performance, de la surveillance et de la reddition de comptes dans le secteur public, tant au Canada qu'à l'étranger, grâce à des activités de recherche, d'éducation et de partage des connaissances.



FONDATION CANADIENNE  
POUR L'AUDIT ET  
LA RESPONSABILISATION



**Faire progresser l'audit,  
la surveillance et la  
gouvernance dans le  
secteur public**



# 2017-2018

## Table des matières

Message conjoint du Président du conseil d'administration et du Président-Directeur général	4
Résultats pour 2017-2018	
Recherche, méthodologie et produits d'information	8
Éducation et perfectionnement professionnel	12
Partage des connaissances et réseautage	16
Durabilité et reddition de comptes	20
Notre équipe	22
Plan stratégique 2015-2020	24
Remerciements à nos membres et aux organismes avec lesquels nous collaborons	25
Cibles pour 2018-2019	28
Rapport de la direction et États financiers audités	31

# Message conjoint du président du conseil et du président-directeur général

Au cours de la dernière année, la Fondation a franchi de nouveaux jalons en vue d'établir sa position de tout premier plan en matière d'audit et de responsabilisation dans le secteur public. Nous sommes fiers des nombreuses contributions que nous avons apportées récemment et dont les détails sont présentés dans le présent rapport. Nous souhaitons néanmoins prendre quelques instants pour souligner un certain nombre d'initiatives importantes qui nous situent déjà aux avant-postes en ce qui a trait aux progrès réalisés à l'égard du savoir, des connaissances et des pratiques.

## Établir un vérificateur général des Premières Nations

En 2016, le gouvernement du Canada et l'Assemblée des Premières Nations ont signé un protocole d'entente pour élaborer les éléments proposés en vue d'établir une nouvelle relation financière entre les Premières Nations et le gouvernement du Canada. Dans le contexte de cette initiative, on nous a demandé de préparer et de présenter un document de recherche portant sur les éventuels rôles et exigences en vue d'établir un vérificateur général des Premières Nations. Nous sommes honorés d'avoir participé à cette importante initiative et nous sommes impatients de poursuivre notre implication dans ce dialogue important à l'avenir.

## Auditer l'égalité des sexes

Les inégalités entre les sexes ont des incidences sur tous et entraînent des coûts socioéconomiques dans tous les pays du monde. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies reconnaît la quête de l'égalité entre les sexes comme un impératif. Le Programme en appelle à la mise en œuvre de mesures de la part de tous les pays et de toutes les parties prenantes, en vue d'atteindre 17 objectifs de développement durable (ODD). La réalisation de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation des femmes et des filles est un objectif fondamental et un thème transversal du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Conçu dans l'optique d'aider les auditeurs de performance à planifier des audits de l'égalité des sexes, notre [Guide pratique sur l'audit de l'égalité des sexes dans le cadre des Objectifs de développement durable des Nations Unies](#) constitue un apport important en matière d'audit lié à cet enjeu. À l'heure où les Nations Unies et l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) appellent les institutions supérieures de contrôle à auditer la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, l'égalité entre les sexes continuera de retenir l'attention des auditeurs au cours de la décennie à venir.



JIM SYLPH, FCPA, FCA ICD.D  
Président du conseil d'administration



JOHN REED, M.E.S  
Président-directeur général



Nous tenons à saluer et à remercier en particulier deux organismes qui ont uni leurs efforts aux nôtres en vue de soutenir l'élaboration du Guide pratique, soit l'Institut international du développement durable (IISD) et Women Deliver. Leur participation a permis d'enrichir grandement le contenu du guide, et nous leur exprimons notre gratitude. Nous sommes impatients de poursuivre notre collaboration avec ces organismes à l'égard de cet enjeu important au cours des années à venir.

## La recherche dans le domaine des technologies émergentes

Nos travaux liés à l'audit de performance ont connu un regain d'énergie grâce aux idées novatrices et aux recherches de notre nouveau vice-président, Produits et services, Yves Genest. M. Genest a dirigé l'élaboration d'un nouveau produit à l'intention des membres — Regards sur la recherche — dont l'objectif est de présenter aux auditeurs de nouvelles connaissances sur certaines questions. Les deux premiers thèmes qui seront abordés portent sur de nouvelles technologies qui modifieront les façons de faire et auront une incidence importante sur les méthodes de travail des auditeurs : la technologie de registre distribué (également appelée chaîne de blocs ou technologie de la chaîne de blocs); et l'intelligence artificielle. Ces technologies comporteront d'importantes ramifications tant en matière de gestion financière et de gestion des documents et des comptes qu'à l'égard des pratiques d'audit, et il est important de sensibiliser les auditeurs aux enjeux émergents associés à ces technologies.

## Responsabilisation accrue grâce à une surveillance efficace

Nous sommes particulièrement fiers du nouveau guide que nous avons publié l'automne dernier — [La responsabilisation en action : Les bonnes pratiques d'un comité des comptes publics efficace](#) —, à l'intention des membres et du personnel de soutien de comités des comptes publics (CCP). Sous la direction de notre directrice, Surveillance, Lesley Burns, nous avons mené de vastes travaux de recherche et de consultation pour recenser les pratiques permettant d'améliorer l'aptitude des CCP à amener les gouvernements à rendre des comptes. Les 15 bonnes pratiques et indicateurs qui sont le fruit de ces travaux constitueront une solide assise sur laquelle s'appuieront nos collaborations avec les CCP au cours des années à venir.

## Regard nouveau sur les communications

Au cours de la dernière année, nous avons repensé notre mode de fonctionnement à titre de fondation, ainsi que nos façons de communiquer avec les membres. Comme nous l'avons indiqué dans notre message de l'an dernier, nous avons modifié notre dénomination officielle ainsi que notre stratégie de marque en mai 2017, et nous avons lancé un nouveau site Web dans l'optique d'offrir à nos membres et aux parties prenantes un meilleur accès à l'information et aux ressources que nous mettons à leur disposition. Tout au long de la dernière année, nous avons continué d'améliorer la fonctionnalité de notre nouveau site Web. Parallèlement, nous avons établi une présence active dans les médias sociaux, ce qui nous a permis de saisir de nouvelles occasions d'échange avec des parties prenantes. Au cours de la même période, la Fondation a installé ses bureaux à une nouvelle adresse. La réalisation de tous ces projets, sans compter de l'avoir fait en une seule année, représentait un énorme défi qu'il aurait été impossible de relever sans le travail inlassable de l'équipe de la Fondation, sous la direction de la vice-présidente des opérations et des relations avec les parties prenantes, Nicole Wieczorek.

## Notre nouveau Programme international

Notre Programme international d'aide à la surveillance législative est officiellement arrivé à son terme le 31 mars 2018. Ce programme de cinq ans a contribué aux progrès réalisés en matière d'audit de performance et de surveillance législative dans quatre pays, soit le Cameroun, le Ghana, la Tanzanie et le Vietnam.

La collaboration avec les membres de la Fondation et d'autres institutions canadiennes constitue la grande force de nos programmes internationaux. Nous tenons à remercier tous nos partenaires de leur générosité et de leur engagement à l'égard de l'audit de performance et de la surveillance. Leur participation incarne l'esprit et « l'image de marque » associés au Canada et qui ont réellement permis de faire changer le cours des choses dans ces pays.

Nous sommes heureux que notre nouveau programme intitulé Programme international de gouvernance, de responsabilisation et de performance ait reçu l'approbation d'Affaires mondiales Canada. Le programme, qui permettra d'étendre nos activités à trois nouveaux pays — le Burkina Faso, le Guyana et le Rwanda —, et de poursuivre celles que nous menons au Vietnam, sera en vigueur jusqu'en 2025.

Nous tenons à remercier Yves Gauthier qui a pris sa retraite en novembre 2017. Il a joué divers rôles auprès de la Fondation depuis le début des années 1980, le plus récent étant celui de vice-président, Programmes internationaux. Au cours de ses années de service marqué par un engagement soutenu, M. Gauthier a joué un rôle déterminant dans la réussite de nos programmes internationaux mais aussi de l'ensemble des réalisations de la Fondation. Nous saluons aussi les contributions notables de Caroline Jorgensen, directrice, Programmes internationaux, notamment à l'égard de la gestion financière et de la gestion des rapports associées aux programmes, tout comme de la mise en œuvre des programmes. L'efficacité dont elle a su faire preuve a contribué à la réussite des programmes.

## Remerciements aux membres du conseil d'administration

Nous tenons aussi à saluer les apports de chacun des membres de notre [conseil d'administration](#) qui consacrent du temps et mettent à contribution leurs vastes connaissances et expérience en vue d'exercer leur rôle de surveillance et de contribuer à la réussite de la Fondation. Deux nouveaux membres se sont ajoutés au conseil d'administration en 2017 : Evangeline Colman-Sadd, vérificatrice générale de la municipalité régionale d'Halifax, et Guylaine Leclerc, vérificatrice générale du Québec. L'expérience et les états de service impressionnants de l'une et de l'autre sont un apport indéniable aux discussions et délibérations du conseil d'administration.

La Fondation a réalisé des progrès marquants dans l'élargissement des connaissances et des pratiques liées à l'audit de performance et à la surveillance, tant au Canada qu'à l'étranger. Nous tenons à remercier le personnel de la Fondation, nos associés, ainsi que les bénévoles et les partenaires de la Fondation qui apportent leur soutien à nos programmes, et contribuent ainsi à la réussite de la Fondation. Nous espérons que les projets décrits plus haut et ailleurs dans le présent rapport permettent aux membres de la Fondation de constater que la Fondation continue de jouer un rôle essentiel dans la promotion du savoir, des connaissances et des pratiques qui sont au cœur des activités d'audit et des démarches de responsabilisation, et qui visent à assurer le bien commun de la société en général et, notamment, celui de l'appareil gouvernemental.

## Conseil d'administration au 31 mars 2018

### PRÉSIDENT



**JAMES M. SYLPH, FCPA, FCA ICD.D**  
Expert-conseil indépendant  
Ewing Change Inc.

### VICE-PRÉSIDENT



**RON SALOLE**  
Membre, Conseil des normes  
internationales d'audit et d'assurance



**NANCY CHENG, FCPA, FCA**  
Vérificatrice générale adjointe, Bureau du  
vérificateur général du Canada



**EVANGELINE COLMAN-SADD, CPA, CA**  
Auditrice générale de la municipalité  
régionale d'Halifax



**BILL KESSELS, CPA, CA, CMC, CISA, CIA**  
Associé, Services consultatifs, leader du  
groupe Risque, Services au gouvernement  
et au secteur public, et leader du groupe  
Conseils - Colombie-Britannique, Ernst &  
Young s.r.l.



**GUYLAINE LECLERC, FCPA AUDITRICE, FCA**  
Vérificatrice générale du Québec



**KIM MACPHERSON, CPA, CA, ICD.D**  
Vérificatrice générale du Nouveau-  
Brunswick



**ANN MASSON, M.P.A.**  
Consultante indépendante, et  
collaboratrice de l'IAPC (L'Institut  
d'administration publique du Canada)



**STUART NEWTON, CPA, CA**  
Auditeur général adjoint  
Bureau de l'auditeur général de la  
Colombie-Britannique



**TERRY PADDON, CPA, CA**  
Ancien vérificateur général de  
Terre-Neuve-et-Labrador



**MICHEL SAMSON, FCPA AUDITEUR, FCA**  
Vérificateur général, Ville de Québec



**JOHN G. WILLIAMS, FCGA**  
Député fédéral (à la retraite), et Président  
émérite de l'Organisation mondiale de  
parlementaires contre la corruption  
(GOPAC)



# Recherche, méthodologie et produits d'information

*Nous travaillons de concert avec des parties prenantes à faire progresser le savoir, les connaissances et les pratiques dans les domaines de l'audit de performance, de la surveillance et de la reddition de comptes. Nos recherches, méthodes et produits d'information les plus récents visent à aider les auditeurs et les membres de comités de surveillance à s'acquitter efficacement de leur rôle respectif.*

## Aider les auditeurs de performance à comprendre les tendances et les pratiques les plus récentes

La Fondation a élaboré des nouveaux produits conçus dans l'optique précise d'apporter un soutien aux travaux des auditeurs.



CONSEILS D'AUDIT

[Conseils d'audit](#) présente de bonnes pratiques et propose des conseils pratiques à l'intention des auditeurs, sur une gamme de sujets choisis.



REGARDS SUR LA RECHERCHE

[Regards sur la recherche](#) s'intéresse à un phénomène ou risque important en émergence qui pourrait avoir une incidence sur les bureaux et les pratiques d'audit.

Les membres ont aussi accès à une gamme de plus en plus étendue de guides ayant trait à l'audit, présentés dans la série « Guide pratique ». Certains des thèmes abordés dans les guides récents comprennent l'audit des revenus miniers et l'audit de l'égalité des sexes. Nous nous affairons présentement à l'élaboration d'un guide sur l'échantillonnage d'audit dont la parution est prévue au début de 2019.



## Outils pour aider les comités des comptes publics à être plus efficaces

Les comités des comptes publics (CCP) jouent un rôle important en vue d'amener les ministères et organismes du gouvernement à rendre des comptes à l'égard de leur rendement, en s'appuyant sur les travaux du vérificateur général. Nos travaux de recherche et les outils pratiques que nous mettons à la disposition des membres des CCP offrent à ces derniers les ressources qui les aident à être plus efficaces.

Notre guide le plus récent sur la surveillance parlementaire, un ouvrage intitulé [\*La responsabilisation en action : Les bonnes pratiques d'un comité des comptes publics efficace\*](#), a été lancé en septembre 2017. Il s'agit du guide de référence par excellence à l'intention des CCP qui cherchent à améliorer leur efficacité.



*La responsabilisation en action* propose aux CCP une solide base de pratiques exemplaires ainsi que des indicateurs mesurables qui permettent aux CCP de s'autoévaluer et de suivre les progrès qu'ils réalisent à cet égard.

« À la fois ambitieux et inspirant, le document est une admirable réalisation. Je crois qu'il sera fort utile à notre comité. » – **L'honorable Kevin Sorenson**, député fédéral (Blackfoot-Crowchild), et président du Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes

Nous avons aussi publié le document de travail intitulé [\*Nouer et entretenir des relations efficaces entre l'auditeur général et le comité des comptes publics\*](#). Ce document présente des mesures que les auditeurs et les membres de CCP peuvent prendre pour entretenir ou améliorer leurs relations et fonctionner dans un esprit de collaboration.

## Vigie Audit donne accès aux méthodes et rapports les plus récents du monde entier

La Fondation se donne pour mission de recenser et de faire connaître les meilleurs travaux d'audit de performance réalisés au Canada et à l'étranger. Plus de 6 000 rapports d'audit et autres documents sont rendus accessibles et offrent une source inestimable de données consultables et qui peuvent être triées, en quelques secondes. Nos membres affirment que cet outil permet aux équipes d'audit de gagner plusieurs jours de temps précieux lorsqu'elles entreprennent un audit.

Cette année, nous avons ajouté à la rubrique Vigie Audit, un nouveau produit intitulé Audits en vedette. Chaque édition présente un audit de performance choisi, qui a été réalisé au Canada, pour en signaler les constatations intéressantes, et décrire les techniques utilisées ainsi que les leçons à retenir.

Nous continuons de mettre à jour notre Inventaire de documents sur l'audit de performance, qui présente une liste téléchargeable de guides de pratiques exemplaires, de documents d'information, de documents de travail, de listes de contrôle, d'outils d'autoévaluation et d'autres ressources du monde entier.

### À propos de Vigie Audit

Vigie Audit sert à faire le suivi des informations publiques publiées sur les sites Web d'institutions d'audit, tant au Canada qu'à l'étranger. Vigie Audit comprend quatre produits :

- Base de données de Vigie Audit
- Audits en vedette
- Série « Pleins feux »
- Inventaire de documents sur l'audit de performance



54  
collectivités ou  
territoires englobés  
dans Vigie Audit



6 213

documents dans la  
base de données



0,5

seconde pour repérer

477

rapports sur  
l'approvisionnement

# Recherche, méthodologie et produits d'information

FAIRE PROGRESSER LE SAVOIR, LES CONNAISSANCES ET LES PRATIQUES

## CIBLES pour 2017-18

## RÉSULTATS pour 2017-2018

Choisir et commencer la prochaine étude...	Élaboration d'un projet de recherche sur la surveillance municipale. En cours.	—
	Report de l'organisation d'un Forum pour les leaders éclairés visant à recenser des thèmes pour le programme de recherche.	✗
Publier un document de travail...	Publication de <i>Nouer et entretenir des relations efficaces entre l'auditeur général et le comité des comptes publics</i> – juin 2017.	✓
Élaborer un document qui traite de la nécessité d'un vérificateur général des Premières Nations...	Élaboration et publication d'un document sur un vérificateur général des Premières Nations – oct. 2017.	✓
Publier deux Guides pratiques...	Publication du <i>Guide pratique sur l'audit de l'égalité des sexes dans le cadre des Objectifs de développement durable</i> – août 2017.	✓
	Publication du <i>Guide pratique sur l'audit des revenus miniers et des garanties financières pour l'assainissement des sites</i> – oct. 2017.	✓
Publier le 4 <sup>e</sup> numéro de la série « Pleins feux »...	Report de la publication du 4 <sup>e</sup> numéro de la série « Pleins feux » à l'exercice 2018-2019.	✗
Mettre à jour mensuellement la <i>base de données</i> ...	Le contenu de <i>Vigie Audit</i> s'est accru de 8 % environ.	✓
Élaborer et publier de nouveaux produits pour la communauté des auditeurs...	Élaboration de trois nouveaux produits : Audits en vedette; Conseils d'audit; Regards sur la recherche. Produits publiés en avril 2018.	✓
Mettre à jour l'Inventaire de documents sur l'audit...	Mise à jour et publication de <i>l'Inventaire de documents sur l'audit de performance</i> – mai et novembre 2017.	✓
Finaliser et publier <i>La responsabilisation en action</i> ...	Distribution de <i>La responsabilisation en action</i> à la Conférence annuelle du CCCCP-CCVL (sept. 2017), et diffusion aux membres (oct. 2017).	✓
Réviser l'enquête sur la situation des comités des comptes publics...	Élaboration du questionnaire de l'enquête au cours de l'hiver 2018. Réalisation de l'enquête auprès des greffiers et des membres des CCP prévue au printemps et à l'été 2018.	—
Concevoir d'autres outils de développement des capacités visant à soutenir l'efficacité des comités des comptes publics...	Des aide-mémoire à l'intention des membres des CCP sont mis à leur disposition par l'intermédiaire du site Web.	✓
	Publication de <i>Contemporary Developments in Parliamentary Oversight in Francophone Countries</i> , au nom de Frederick Stapenhurst – Université McGill.	✓



Réalisé



Réalisé en partie



Non réalisé

# Éducation et perfectionnement professionnel

*Nos cours et ateliers à l'intention des auditeurs de performance et des membres d'organes de surveillance offrent des occasions d'apprentissage des plus diversifiées.*

## Activités axées sur l'acquisition de compétences en rédaction de rapports et autres cours de formation en cours d'élaboration

Notre cours ayant pour titre [Rédaction de rapports efficaces](#) a suscité de nombreuses inscriptions cette année, et représenté 9 des 12 cours de formation que nous avons donnés. Le succès de ce cours est attribuable en grande partie au fait qu'il offre une occasion aux auditeurs d'examiner et d'analyser les rapports de leur bureau d'audit, sous la direction de notre associée experte, Sarah MacFadyen.

Cette année nous avons aussi amorcé l'élaboration de deux nouveaux cours de formation. L'audit de l'égalité des sexes occupera une place centrale dans le soutien que nous apporterons à des pays qui audient les Objectifs de développement durable des Nations Unies. Présenté sous la forme d'un atelier sur l'analyse des causes profondes, le deuxième cours examinera comment nous pouvons aider les auditeurs à aller au fond des questions soulevées lors de leurs travaux d'audit.



### TÉMOIGNAGES...

« Cet atelier était vraiment réussi. L'équilibre entre l'enseignement théorique et les exercices, et entre les activités personnelles et de groupe, était idéal. »  
« C'était excellent. Il s'agit de la meilleure formation en rédaction que j'aie reçue et les exemples correspondaient à ma réalité. »

Nous proposons une gamme complète de [cours de perfectionnement professionnel](#) que nous pouvons adapter aux besoins propres aux apprenants et présenter tant au Canada qu'à l'étranger.

Cours de formation sur l'audit de performance organisés



Professionnels de l'audit formés



Note de satisfaction





## Aider les comités des comptes publics à améliorer leur efficacité

En nous appuyant sur les bonnes pratiques et les indicateurs de performance présentés dans notre publication la plus récente, intitulée [La responsabilisation en action](#), nous avons collaboré avec le comité des comptes publics (CCP) de trois administrations au cours de la dernière année en vue d'en améliorer l'efficacité.

- Nous avons tenu une séance d'orientation à l'intention du CCP nouvellement constitué du Yukon.
- Nous avons tenu un atelier de mise à niveau à l'intention du CCP de l'Alberta, qui visait notamment à l'aider à s'autoévaluer en fonction d'un certain nombre d'indicateurs d'efficacité. Ce CCP a réalisé des progrès marqués au cours des dernières années et, en 2017, il a publié son premier rapport de fond comportant des recommandations du comité.
- Nous avons tenu deux séances à l'intention du Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes : une séance d'orientation sur le rôle du Comité, y compris la présentation de notions fondamentales sur l'audit de performance, à l'intention des membres du Comité; et une séance pour aider à comprendre les comptes publics. On peut consulter [Les aide-mémoire](#) sur ces questions et d'autres sujets sur notre site Web.



CANADIAN AUDIT  
& ACCOUNTABILITY  
FOUNDATION  
*Advancing public sector audit,  
oversight and governance*



FONDATION CANADIENNE  
POUR L'AUDIT ET  
LA RESPONSABILISATION  
*Faire avancer l'audit, la surveillance et la  
gouvernance dans le secteur public*

### Aide-mémoire Les Comptes publics

#### Que sont Les Comptes publics?

Une série de rapports annuels constituée de plusieurs volumes (dont le nombre varie selon la collectivité publique), les Comptes publics dressent un tableau complet de la situation financière d'un gouvernement à la fin d'un exercice financier. Plus précisément, ils contiennent les états financiers annuels consolidés à posteriori, ainsi que des comptes commentés et l'analyse des opérations financières réalisées au cours d'un exercice par le gouvernement détaillées sur les opérations publiques, sociétés d'État et autres entités contrôlées par le gouvernement. Cette appellation comprend les ministères, organismes publics, sociétés d'État et autres entités contrôlées par le gouvernement. Toutes ces entités font partie de « l'entité comptable du gouvernement ». La liste des organisations contrôlées par le gouvernement varie donc d'une collectivité publique à une autre, en fonction de la date de la loi sur le contrôle exercé par le gouvernement. Le fait qu'une organisation fasse ou non partie de l'entité comptable du gouvernement dépend de la législation en vigueur à la date de préparation du rapport.

Les états financiers permettent de comparer les dépenses publiques réelles avec les dépenses prévues au budget pour l'exercice. Le budget correspond quant à lui à une estimation prospective des charges et des revenus prévus par le gouvernement, tels qu'ils ont été autorisés par l'assemblée législative.

#### Que peuvent contenir Les Comptes publics?



### Ateliers au Canada pour les membres de CCP



## Fin de notre programme international quinquennal

En mars 2018, notre programme international de cinq ans qui visait à faire progresser l'audit de performance et la surveillance au Cameroun, au Ghana, en Tanzanie et au Vietnam est arrivé à son terme. Au nombre des réalisations au cours de la dernière année du programme, six boursiers ont obtenu leur diplôme en mai 2017, au terme de leur stage de formation au sein des bureaux respectifs du vérificateur général de l'Alberta, du Canada et du Nouveau-Brunswick. Nous avons aussi tenu des ateliers sur l'audit de performance à l'intention des institutions supérieures de contrôle (ISC) respectives du Cameroun, du Ghana et du Vietnam, et une formation à l'intention du CCP du Ghana.

Ainsi, grâce au programme, les ISC du Cameroun et du Vietnam ont commencé à mener des audits de performance et les ISC du Ghana et de la Tanzanie ont amélioré encore davantage leurs pratiques d'audit de performance. Notre programme a permis aussi d'apporter un soutien en vue d'améliorer les communications et la collaboration entre les ISC et les comités de surveillance au Ghana et en Tanzanie, et en vue de favoriser la diffusion et le partage des bonnes pratiques avec les comités de surveillance et l'Assemblée nationale du Vietnam.

Nous sommes fiers de collaborer avec nos partenaires canadiens pour aider à faire progresser l'audit, la surveillance et la reddition de comptes dans les pays auxquels nos activités sont associées. [Obtenez plus d'information](#) à propos des résultats de notre programme.



En mai, la Fondation et ses partenaires ont célébré l'attribution d'un diplôme aux boursiers du Cameroun, du Ghana, de la Tanzanie et du Vietnam.

Boursiers diplômés  
en 2017-2018

6

Boursiers diplômés au cours des 5  
années du Programme international  
d'aide à la surveillance législative

28

Note de satisfaction des  
boursiers à l'égard du  
Programme international

4,5  
sur 5

# Éducation et perfectionnement professionnel

RENFORCER LES CONNAISSANCES ET LES COMPÉTENCES DES AUDITEURS DE PERFORMANCE ET DES MEMBRES D'ORGANES DE SURVEILLANCE

## CIBLES pour 2017-2018

## RÉSULTATS pour 2017-2018

### AUDIT DE PERFORMANCE AU CANADA

Préparer et organiser des webinaires thématiques et promotionnels...

Tenue de deux webinaires sur l'audit de la surveillance : anglais (juin 2017); français (oct. 2017).



Organiser, selon la demande, des cours sur l'audit...

Tenue de 12 cours –  
3 Les principes de base de l'audit de performance  
9 La rédaction de rapports.



### CCP / SURVEILLANCE AU CANADA

Organiser des ateliers pour les CCP selon la demande...

Tenue de quatre ateliers (Alberta; Fédéral [2]; Yukon)



Mener une évaluation des besoins en matière de formation sur la surveillance au palier municipal...

Élaboration d'un projet de création de programmes et d'outils de formation pour soutenir les activités de surveillance des conseils municipaux. Début du projet en 2018-2019.



### PROGRAMMES INTERNATIONAUX

[...] Programme international 2016-2017 (Mettre en œuvre le volet Bourses d'études pour six auditeurs)...

Réalisation des stages de boursiers aux bureaux des VG du Canada, de l'Alberta et du Nouveau-Brunswick; boursiers du Cameroun (1), du Ghana (2), de la Tanzanie (1), et du Vietnam (2).



Mettre en œuvre le programme de stage pour les cadres étrangers et la formation [...], y compris des ateliers de formation au Cameroun, au Ghana et au Vietnam...

Tenue de trois ateliers sur l'audit de performance au Cameroun, au Ghana et au Vietnam. Tenue d'un séjour d'études au Canada pour une délégation de gestionnaires de l'ISC du Ghana.



Organiser un atelier destiné au CCP du Ghana...

Tenue d'un atelier d'orientation sur les comités de surveillance, auquel 25 participants étaient inscrits.



Aider l'ISC du Vietnam à finaliser son évaluation à l'aide du cadre de mesure de la performance de l'INTOSAI...

Remise d'un rapport sur l'assurance de la qualité à l'ISC du Vietnam pour l'aider à finaliser son évaluation.



Participer à un examen de l'assurance de la qualité en Tanzanie...

Contribution à l'examen de l'assurance de la qualité de l'ISC de la Tanzanie, organisé par AFROSAI-E.





# Partage des connaissances et réseautage

*L'objectif de rassembler les communautés de nos membres pour partager leurs expériences et discuter de questions d'intérêt mutuel est partie intégrante de notre mission et stratégie. Nous contribuons à certains événements et à des activités d'échange d'information tout au long de l'année.*

## Contribution aux discussions en cours sur l'établissement d'une nouvelle relation financière entre les Premières Nations et le gouvernement du Canada

En 2016, le gouvernement du Canada et l'Assemblée des Premières Nations ont signé un [protocole d'entente](#) (en anglais) pour élaborer les éléments proposés en vue d'établir une nouvelle relation financière entre les Premières Nations et le gouvernement du Canada.

Depuis ce temps, trois groupes de travail conjoints se sont attelés à l'élaboration d'options en vue d'orienter les démarches à venir. Celles-ci comprenaient l'examen de l'opportunité d'établir une nouvelle relation en matière de reddition de comptes mutuelle qui permettrait de montrer aux citoyens, aux gouvernements et au Parlement les résultats tangibles obtenus quant au nivellement des inégalités socioéconomiques entre les citoyens des Premières Nations et les autres Canadiens.

En décembre 2017, ces options ont été présentées à la ministre des [Services aux Autochtones](#), Jane Philpott, pour le gouvernement du Canada, et au chef national de l'[Assemblée des Premières Nations](#), Perry Bellegarde.

La Fondation est fière d'avoir participé à ce dialogue en contribuant à la réalisation d'un document de recherche portant sur les éventuels rôles et exigences en vue d'[Établir un vérificateur général des Premières Nations](#).

*« Nous sommes heureux d'avoir eu la possibilité de faire partie de cette initiative si fondamentalement importante. Nous sommes très impatients de poursuivre notre implication dans ce dialogue important à l'avenir. »*

—**John Reed**, président-directeur général, Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation





## Diriger la discussion sur l'audit de l'égalité des sexes

Notre [Guide pratique sur l'audit de l'égalité des sexes dans le cadre des Objectifs de développement durable des Nations Unies](#) est en forte demande! Nous sommes fiers d'être un chef de file mondial à l'égard de cet enjeu en émergence, et la diffusion de ce guide s'est étendu bien au-delà de nos frontières, notamment : à l'occasion d'une conférence d'auditeurs australiens; dans une présentation au Bureau des services de contrôle interne (BSCI), un organisme des Nations Unies; par l'intermédiaire du bulletin du Groupe de travail sur l'audit environnemental de l'INTOSAI; et à l'occasion d'un événement parallèle de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, où nous avons expliqué comment la société civile, les parlementaires et d'autres intervenants peuvent tirer parti de cet outil et des méthodes proposées pour amener les gouvernements à rendre des comptes à l'égard de l'égalité entre les sexes.



Plus de 100 personnes ont assisté à la table ronde que nous avons tenue avec la participation de l'organisme Women Deliver et de l'IISD, en marge d'une session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies, à New York en mars 2018. Nous étions honorés que la ministre canadienne de la Condition féminine, Maryam Monsef, prononce le discours-programme.

À venir : Élaboration d'une formation sur l'audit de l'égalité des sexes. Des travaux ont débuté en février 2018 sous la forme d'un atelier portant sur la conception du cours, en collaboration avec des représentants des bureaux respectifs du vérificateur général du Canada, de l'Alberta et de la Nouvelle-Écosse, de Women Deliver, de l'Institut international du développement durable (IISD) et du BSCI des Nations Unies.





## Le rassemblement des communautés

La Fondation organise chaque année des activités ayant pour but de rassembler des communautés pour apprendre, et aussi pour discuter de questions d'intérêt mutuel, ou contribue à de telles activités.

La Fondation s'applique, dans tout ce qu'elle entreprend, à rassembler des personnes issues des [communautés de parties prenantes](#) pour échanger et contribuer à l'élaboration de produits et services. Cette façon de faire nous permet d'enrichir et de diversifier nos activités de recherche de même que les produits et services offerts, et de procurer ainsi une plus grande valeur à nos membres.

Nous sommes heureux d'avoir organisé et dirigé des séances à l'occasion des événements suivants :



La Conférence annuelle du CCCCP-CCVL [photo ci-dessus – Fredericton, Nouveau-Brunswick 2017] rassemble les vérificateurs généraux ainsi que les membres de CCP et le personnel associé, pour discuter de questions importantes dans l'optique de favoriser une plus grande responsabilisation et la bonne gouvernance. La Fondation était heureuse de contribuer.



Participants au symposium annuel sur l'audit de performance du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) en avril 2017



Des participants au programme de la Fondation à l'intention des futurs leaders présentent les résultats de leurs projets sur les défis en matière d'innovation, à l'occasion du symposium annuel du CCVL sur l'audit de performance

Le Symposium sur l'audit de performance du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) [photo ci-dessus – Toronto 2017] rassemble des auditeurs de performance des paliers fédéral, provincial et municipal, de même que leurs homologues d'autres pays, pour entendre les communications de conférenciers et de panélistes experts qui apportent un soutien aux connaissances et aux travaux des auditeurs. La Fondation était heureuse de contribuer à titre de participant au comité de planification, et en organisant et dirigeant plusieurs séances.

Nous avons aussi eu le plaisir d'organiser, en collaboration avec l'équipe de la vérificatrice générale de la ville de Toronto, un forum d'une journée à l'intention des vérificateurs généraux des municipalités et des directeurs exécutif de l'audit interne.

# Partage des connaissances et réseautage

FAVORISER LES ÉCHANGES ET LE RÉSEAUTAGE

## CIBLES pour 2017-2018

## RÉSULTATS pour 2017-2018

Contribuer à la préparation et à la tenue du Symposium annuel sur l'audit de performance du CCVL...

Soutien accordé à la planification et à la tenue du Symposium en avril 2017 et à la planification de l'édition 2018. Avis positif des participants à propos de nos séances.



Contribuer à la préparation et à la tenue de la Conférence annuelle du CCCC-CCVL...

Soutien à la collectivité hôte (Nouveau-Brunswick) pour la planification. Avis positif des participants à propos de la présentation et des échanges entre pairs.



Poursuivre les initiatives liées à la Bourse d'études commémorative Ronald C. Thompson...

Attribution de la bourse 2016-2017 à Heather Ogilvie.



Préparer le 2<sup>e</sup> sommet des futurs leaders pour les professionnels de l'audit de performance [...] en 2018-2019...

Tenue du 2<sup>e</sup> sommet des futurs leaders prévue en novembre 2018.



Concevoir et organiser un forum d'une journée pour les auditeurs généraux du palier municipal...

Tenue du forum à l'intention des auditeurs municipaux après le Symposium sur l'audit de performance en avril 2017.



## PROGRAMMES INTERNATIONAUX

Continuer nos activités de sensibilisation avec nos partenaires...

Participation à deux rencontres AFROSAI-E, à une rencontre conjointe de la Commission de renforcement des capacités de l'INTOSAI et du Comité de pilotage de la coopération INTOSAI – bailleurs de fonds, et à une rencontre du comité directeur du Groupe de travail sur l'audit de l'industrie extractive (WGEI).



Collaboration avec AFROSAI-E, IDI, Women Deliver et IISD.



Contribuer aux programmes de formation dispensés par l'Initiative de développement de l'INTOSAI (IDI)...

Contribution à la refonte du cours de l'IDI sur le Cadre de mesure de la performance des ISC et au programme des jeunes leaders d'ISC de l'IDI.



Présentation lors d'un événement de l'IDI, sur l'audit de l'état de la préparation des gouvernements à la mise en œuvre des ODD.



Soutenir la participation des ISC de nos pays partenaires à certaines activités internationales...

Appui à l'ISC du Vietnam pour sa participation à un atelier du Groupe de travail sur l'audit de l'industrie extractive (WGEI).



Réalisé



Réalisé en partie



Non réalisé

# Durabilité et reddition de comptes

*Dans le but de répondre le mieux possible aux besoins des membres, nous nous appliquons à maintenir un organisme qui, à la fois, est durable et rend des comptes.*

## Nouvel accord de contribution avec Affaires mondiales Canada

Nous sommes heureux d'avoir lancé un nouveau programme international qui permettra de réaliser de nouvelles avancées dans les domaines de l'audit de performance, de la surveillance et de la reddition de comptes au Burkina Faso, au Guyana, au Rwanda et au Vietnam. En mars 2018, nous avons signé un accord de contribution avec Affaires mondiales Canada visant un nouveau programme de sept ans, appelé « Programme international de gouvernance, de responsabilisation et de performance ». Affaires mondiales Canada y consacrera un financement pouvant atteindre 14 950 000 \$. Nous nous estimons très privilégiés du solide soutien dont nous jouissons de la part de nos partenaires canadiens, avec lesquels nous collaborons à la mise en œuvre du programme, et nous leur en sommes des plus reconnaissants. C'est avec enthousiasme que nous entreprendrons cette collaboration avec nos partenaires en vue de soutenir ces quatre pays, et nous sommes impatients de poursuivre l'élan et de miser sur la réussite de notre programme international précédent qui a pris fin en mars 2018.

## Un nouvelle image de marque

FONDATION CANADIENNE  
POUR L'AUDIT ET  
LA RESPONSABILISATION

*Faire progresser l'audit, la surveillance et  
la gouvernance dans le secteur public*



CANADIAN AUDIT  
& ACCOUNTABILITY  
FOUNDATION

*Advancing public sector audit,  
oversight and governance*

En mai 2017, le stimulant projet qui a donné naissance à la nouvelle dénomination de la Fondation a connu son heureux dénouement. En plus d'adopter notre nouvelle dénomination et nouvelle image de marque, nous avons lancé un site Web repensé en vue de mieux servir nos membres et de leur faciliter l'accès à la recherche, aux méthodes et aux outils que nous mettons à leur disposition.

Nous avons également établi notre présence dans les médias sociaux. En plus des communications que nous avons adressés aux membres et à d'autres parties prenantes pour les informer de nos nouveaux produits et leur communiquer des nouvelles, nous avons établi des liens avec nos membres et un public plus large par l'intermédiaire de Twitter et de LinkedIn.

### Communications aux membres

14

2017-2018

330

depuis 2004

Visiteurs à notre nouveau  
site Web



10 050

Gazouillis depuis mai 2017



172

Impressions sur Twitter depuis  
mai 2017



76 000



# Durabilité et reddition de comptes

ÊTRE UNE ORGANISATION DURABLE QUI POSSÈDE LES RESSOURCES ADÉQUATES ET QUI REND DES COMPTES

## CIBLES pour 2017-2018

## RÉSULTATS pour 2017-2018

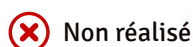
Trouver et encourager des possibilités de collaboration avec d'autres organisations sur des programmes de recherches...	Recherche active d'occasions par la FCAR en vue d'établir des partenariats pour de futurs travaux en matière de surveillance à l'échelon municipal.  Apport d'un soutien à l'Assemblée des Premières Nations et à Services aux Autochtones Canada grâce aux recherches de la FCAR, dans les démarches à venir en vue d'établir un vérificateur général des Premières Nations.	✓
Continuer le suivi et la mise en œuvre du plan des ressources humaines...	Recrutement d'un nouveau VP, Produits et services. Le titulaire a entamé son mandat au printemps 2017.	✓
Recruter et former de nouveaux associés, au besoin...	Recrutement de nouveaux associés pour apporter une expertise liée aux besoins en matière de programme.	✓
Recenser et obtenir les ressources en nature requises...	Présentation de cours et soutien à l'élaboration de produits grâce à des contribution en nature de la part des collectivités de membres, sous la forme de participation au sein d'équipes de projet, de présentation de cours conjointe et de participation au sein de groupes consultatifs.	✓
Lancer la nouvelle dénomination et le nouveau site Web...	Lancement de la nouvelle dénomination et image de marque, et du nouveau site Web – mai 2017. Poursuite de l'amélioration de la conception du nouveau site Web et lancement en avril 2018.	✓
Continuer à promouvoir nos produits au Canada et à l'étranger lors d'évènements et d'activités de formation...	Promotion des produits de la FCAR à l'occasion des cours de formation et lors de présentations données.	✓
Assurer une présence dans les médias sociaux...	Établissement d'une présence sur Twitter et LinkedIn coïncidant avec le lancement de la nouvelle dénomination et image de marque. Mise en œuvre d'une stratégie de médias sociaux pour promouvoir les produits de la FCAR.	✓
Continuer de rendre compte de notre performance à nos membres et à notre conseil d'administration...	Rapports présentés à notre conseil d'administration et aux membres du CCVL conformément à notre protocole d'entente et à d'autres dispositions en matière de reddition de comptes.	✓
Produire le rapport final sur l'édition 2012-2017 de notre Programme international d'aide à la surveillance législative...	Présentation à Affaires mondiales Canada de notre rapport final sur le Programme en mars 2018.	✓
Publier notre rapport annuel de performance...	Présentation à nos membres de notre Rapport annuel 2016-2017 harmonisé avec notre nouvelle image de marque – sept. 2017.	✓
Préparer et tenir 3 réunions du conseil d'administration et, au besoin, des réunions de ses comités...	Tenue de 3 réunions du conseil d'administration et de 15 réunions de comités.	✓
Préparer et tenir notre assemblée générale annuelle (AGA)...	Tenue de notre AGA en septembre 2017.	✓
Définir les mesures [indicateurs] de performance et le cadre de présentation des rapports pour notre nouveau programme international...	Élaboration du Cadre de mesure du rendement, en conformité avec l'accord signé avec Affaires mondiales Canada, et finalisation du Cadre à l'entrée en vigueur du programme.	✓



Réalisé



Réalisé en partie



Non réalisé

## Notre équipe

Nous accomplissons notre mission grâce à une équipe dévouée et à un groupe professionnel de membres du personnel et de collaborateurs. Notre équipe a un vaste éventail d'expériences professionnelles, de compétences techniques et de spécialités, ainsi qu'une profonde connaissance et une compréhension aiguë des domaines qui intéressent nos membres, nos partenaires et nos parties prenantes.

### Personnel



**JOHN REED**  
Président-directeur général



**MARIE-HÉLÈNE BÉRUBÉ**  
Agente de Programme,  
Égalité des sexes et éthique,  
Programmes Internationaux



**LESLEY BURNS**  
Directrice, Surveillance



**LYNNE CASIPLE**  
Administratrice du site Web  
et des TI



**SEYNABOU DIALLO**  
Coordonnatrice administrative



**BARBARA DUMONT**  
Agente des finances et  
d'administration



**PIERRE FRÉCHETTE**  
Rechercheur



**ORNELLA GATORE**  
Agente d'administration et  
de logistique, Programmes  
internationaux



**YVES GENEST**  
Vice-président, Produits et  
services



**KATE GERTZ**  
Agente de communication et  
des rapports, Programmes  
internationaux



**TERRY HUNT**  
Vice-président, Programmes  
internationaux



**CAROLINE JORGENSEN**  
Directrice, Programmes  
internationaux



**JAMES OULTON**  
Agent des services intégrés



**JULIEN RAYNAUD**  
Agent de projets, Produits  
et services



**ENZA SANTALUCIA**  
Agente de programme, bourses  
internationales et leadership,  
Programmes internationaux



**NICOLE WICZOREK**  
Vice-présidente des opérations et des  
relations avec les parties prenantes, et  
chef des services financiers

## Collaborateurs



RÉGENT CHOUINARD



JANE FULLER



SARAH MACFADYEN



NEIL MAXWELL



MICHAEL J. MCLAUGHLIN



SHAWN A. MURPHY



GUY PERRON



BILL RAFUSE



Laurie ROSE





## OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 1

Recherche,  
méthodologie  
et produits  
d'information

Faire progresser le savoir, les connaissances et les pratiques en menant des recherches, en élaborant des méthodes et en fournissant des renseignements opportuns sur les normes et les pratiques.

- 1.1 Mener des recherches afin d'améliorer les connaissances et de stimuler l'innovation dans les domaines de l'audit de performance, de la surveillance et de la reddition de comptes.
- 1.2 Élaborer et tenir à jour des outils méthodologiques et des produits d'information afin d'aider les auditeurs de performance à appliquer les normes professionnelles.
- 1.3 Élaborer et tenir à jour des outils méthodologiques et des produits d'information afin d'aider les députés et autres utilisateurs d'informations sur la performance à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de surveillance.

## OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 2

Éducation et  
perfectionnement  
professionnel

Renforcer les connaissances et les compétences des auditeurs de performance et des membres d'organes de surveillance en organisant des activités d'apprentissage et de développement des capacités.

- 2.1 Élaborer, tenir à jour et organiser des cours et des activités d'apprentissage en ligne à propos des compétences et des normes professionnelles pour les auditeurs de performance au Canada.
- 2.2 Élaborer et organiser des ateliers et des activités d'apprentissage en ligne afin de contribuer au renforcement des organes de surveillance au Canada.
- 2.3 Élaborer et organiser des stages, des activités de mentorat, des cours et des ateliers pour les membres des institutions supérieures de contrôle (ISC) des pays en développement partenaires.
- 2.4 Élaborer et organiser des ateliers et d'autres activités de soutien pour les organes de surveillance dans les pays en développement partenaires.
- 2.5 Encourager l'utilisation d'outils et de méthodes pour la mesure de la performance, l'établissement de rapports et l'assurance de la qualité dans les bureaux d'audit.

## OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 3

Partage des  
connaissances  
et réseautage

Favoriser les échanges et le réseautage entre membres, partenaires et parties prenantes afin d'encourager la collaboration, le partage des connaissances et les discussions sur des sujets d'intérêt commun.

- 3.1 Encourager et stimuler les activités de partage de l'information et les possibilités de réseautage pour permettre aux auditeurs, aux législateurs et aux autres parties de partager leurs connaissances, leurs outils et leurs compétences sur les divers enjeux et pratiques.
- 3.2 Améliorer la collaboration, l'harmonisation et le partage des connaissances entre les partenaires, les ISC et leurs organisations régionales.

## OBJECTIF STRATÉGIQUE N° 4

Durabilité et  
reddition de  
comptes

Être une organisation durable qui possède les ressources adéquates et qui rend compte à ses membres, ses partenaires et ses parties prenantes.

- 4.1 Diversifier les sources et les types de financement et de soutien en nature et nouer des partenariats de collaboration au Canada et à l'étranger.
- 4.2 Développer et renforcer continuellement les ressources humaines de l'entité ainsi que sa capacité organisationnelle.
- 4.3 Améliorer la connaissance, la compréhension et l'utilisation des produits et services.
- 4.4 Élaborer et mettre en œuvre un cadre pour la mesure de la performance organisationnelle et la présentation d'un rapport à cet égard.

### Notre vision

Être une organisation reconnue comme un leader mondial du savoir dans le domaine de l'audit de performance.

### Notre mission

Encourager et consolider l'audit de performance, la surveillance et la reddition de comptes dans le secteur public, au Canada et à l'étranger, grâce à la recherche, à l'éducation et au partage des connaissances.

### Nos valeurs

Collaborer avec nos membres, nos partenaires et nos parties prenantes;

proposer des produits et des services d'excellente qualité;

privilégier l'innovation dans tout ce que nous faisons.

## Nos collaborations

Nous collaborons avec les membres, partenaires et parties prenantes ci-après :

Les auditeurs législatifs canadiens, autres auditeurs de la performance et leurs entités;

Les institutions supérieures de contrôle (ISC) à l'étranger et leurs organisations régionales;

Les organes de surveillance, les hauts fonctionnaires et toutes les autres personnes qui préparent ou utilisent l'information sur la performance;

Les organismes professionnels qui proposent des normes, des conseils et des activités de perfectionnement professionnel aux auditeurs de performance;

Les agences de développement qui contribuent à mettre en œuvre nos travaux dans les pays en développement;

Le milieu universitaire et les organismes non gouvernementaux.

# Remerciements à nos membres et aux organismes avec lesquels nous collaborons

Le travail de la Fondation ne serait pas possible sans l'important apport et soutien de nos membres et d'autres intervenants, sous la forme de financement ou d'autres contributions.

Nous tenons à souligner leurs contributions uniques qui permettent à la Fondation d'être le trait d'union entre les organes d'audit du secteur public et les leaders en matière de reddition de comptes, pour faire œuvre commune et réaliser notre mission :

*Encourager et consolider l'audit de performance, la surveillance et la reddition de comptes dans le secteur public, au Canada et à l'étranger, grâce à la recherche, à l'éducation et au partage des connaissances.*

## Organisations membres (au moment de la parution du présent rapport)

Nos membres procurent à la Fondation le financement nécessaire pour lui permettre d'élaborer et de mettre en œuvre les programmes et services canadiens décrits dans le présent rapport.

En collaborant avec nous, nos membres aident à améliorer l'efficacité en matière d'audit de performance et de surveillance législative, au Canada et dans les pays partenaires où nous menons des activités.

Nous souhaitons remercier en particulier les membres participants du Conseil canadien des vérificateurs législatifs (CCVL) — c'est-à-dire l'Alberta, le Canada, la Colombie-Britannique, l'Île-du-Prince-Édouard, le Manitoba, le Nouveau-Brunswick, la Nouvelle-Écosse, le Québec, la Saskatchewan, Terre-Neuve-et-Labrador — de leurs importantes contributions, tant financières qu'en nature. Sans leur financement, le Fondation ne pourrait pas exister.

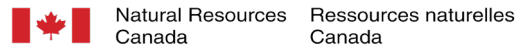


Bureau du vérificateur général du Canada

Office of the Auditor General of Canada



Remerciements à nos membres et aux organismes avec lesquels nous collaborons





## Programme international



Affaires mondiales  
Canada

Global Affairs  
Canada

Grâce au financement accordé par Affaires mondiales Canada, la Fondation est en mesure de faire bénéficier à des pays partenaires, à l'étranger (le Cameroun, le Ghana, la Tanzanie, le Vietnam en 2017-2018), de ses recherches, méthodes, activités de formation et connaissances ainsi que d'occasions de réseautage.

La collaboration avec les autres organismes énumérés ci-dessous ainsi qu'avec nos membres, nous permet d'aider des pays en développement à améliorer concrètement leur situation et ainsi de rehausser les normes en matière de transparence, de reddition de comptes et de bonne gouvernance ailleurs dans le monde.



# Cibles pour 2018-2019

## OBJECTIF STRATÉGIQUE NO 1 : RECHERCHE, MÉTHODOLOGIE ET PRODUITS D'INFORMATION

1.1 Mener des recherches afin d'améliorer les connaissances et de stimuler l'innovation dans les domaines de l'audit de performance, de la surveillance et de la reddition de comptes.

- Publier deux documents de travail (sur la participation des citoyens et sur l'incidence des audits de performance).
- Diffuser des orientations sur la surveillance par les conseils municipaux et les comités d'audit.

1.2 Élaborer et tenir à jour des outils méthodologiques et des produits d'information afin d'aider les auditeurs de performance à appliquer les normes professionnelles.

- Publier le guide pratique sur l'échantillonnage d'audit.
- Commencer la rédaction du 8<sup>e</sup> guide pratique (sujet à déterminer).
- Publier le 4<sup>e</sup> numéro de la série « Pleins feux », sur la sécurité des technologies de l'information.
- Mettre à jour mensuellement la Base de données de Vigie Audit.
- Continuer de publier les nouveaux produits d'audit : Audits en vedette; Conseils d'audit; Regards sur la recherche.

1.3 Élaborer et tenir à jour des outils méthodologiques et des produits d'information afin d'aider les députés et autres utilisateurs d'informations sur la performance à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de surveillance.

- Publier de nouveaux documents de la série « Les aide-mémoire » ou d'autres outils à l'intention des membres de CCP.
- Réaliser l'enquête sur la situation des comités des comptes publics au Canada et en publier les résultats.

## OBJECTIF STRATÉGIQUE NO 2 : ÉDUCATION ET PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL

2.1 Élaborer, tenir à jour et organiser des cours et des activités d'apprentissage en ligne à propos des compétences et des normes professionnelles pour les auditeurs de performance au Canada.

- Organiser, selon la demande, des cours sur l'audit de performance.
- Préparer et organiser deux webinaires thématiques.
- Continuer d'élaborer de nouveaux cours ou modules de formation en audit de performance.

2.2 Élaborer et organiser des ateliers et des activités d'apprentissage en ligne afin de contribuer au renforcement des organes de surveillance au Canada.

- Organiser des ateliers de renforcement des capacités des comités des comptes publics (CCP) au Canada, adaptés à leurs besoins, selon la demande des CCP et des bureaux des membres du CCVL.
- Organiser des formations de renforcement des capacités pour soutenir la surveillance municipale.

2.3 Élaborer et organiser des stages, des activités de mentorat, des cours et des ateliers pour les membres des institutions supérieures de contrôle (ISC) des pays en développement partenaires.

- Amorcer un nouveau programme de bourses d'études constituant un volet du nouveau Programme international de gouvernance, de responsabilisation et de performance.
- Mettre en œuvre le programme de stage pour les cadres supérieurs étrangers et la formation en audit de performance constituant un volet du nouveau Programme international de gouvernance, de responsabilisation et de performance.

2.4 Élaborer et organiser des ateliers et d'autres activités de soutien pour les organes de surveillance dans les pays en développement partenaires.

- Organiser des ateliers sur la surveillance à l'intention des parlementaire dans le cadre du nouveau Programme international de gouvernance, de responsabilisation et de performance.

2.5 Encourager l'utilisation d'outils et de méthodes pour la mesure de la performance, l'établissement de rapports et l'assurance de la qualité dans les bureaux d'audit.

- Soutenir les quatre nouveaux pays (Burkina Faso, Guyana, Rwanda, Vietnam) englobés dans le nouveau Programme international de gouvernance, de responsabilisation et de performance, en fonction d'évaluations des besoins.

## OBJECTIF STRATÉGIQUE NO 3 : PARTAGE DES CONNAISSANCES ET RÉSEAUTAGE

3.1 Encourager et stimuler les activités de partage de l'information et les possibilités de réseautage pour permettre aux auditeurs, aux législateurs et aux autres parties de partager leurs connaissances, leurs outils et leurs compétences sur les divers enjeux et pratiques.

- Contribuer à la préparation et à la tenue du Symposium annuel sur l'audit de performance du CCVL.
- Contribuer à la préparation et à la tenue de la Conférence annuelle du CCCCP-CCVL (Charlottetown).
- Poursuivre l'initiative liée à la Bourse d'études commémorative Ronald C. Thompson.
- Tenir le 2<sup>e</sup> sommet des futurs leaders pour les professionnels de l'audit de performance.
- Tenir le forum pour les vérificateurs généraux du palier municipal.

3.2 Améliorer la collaboration, l'harmonisation et le partage des connaissances entre les partenaires, les ISC et leurs organisations régionales.

- Continuer nos activités de sensibilisation avec nos partenaires du Programme international.

## OBJECTIF STRATÉGIQUE NO 4 : DURABILITÉ ET REDDITION DE COMPTES

4.1 Diversifier les sources et les types de financement et de soutien en nature et nouer des partenariats de collaboration au Canada et à l'étranger.

- Trouver et encourager des possibilités de collaboration avec d'autres organisations sur des programmes de recherches d'intérêt commun qui coïncident avec notre mission et notre vision.
- Terminer l'examen portant sur les cotisations des membres et les avantages offerts aux membres, et mettre en œuvre le plan auquel l'examen aura donné lieu.

4.2 Développer et renforcer continuellement les ressources humaines de la Fondation ainsi que sa capacité organisationnelle.

- Continuer le suivi et la mise en œuvre du plan des ressources humaines.
- Recruter et former de nouveaux associés, au besoin.
- Recenser et obtenir les ressources en nature requises pour mettre en œuvre nos programmes et activités.

4.3 Améliorer la connaissance, la compréhension et l'utilisation des produits et services.

- Poursuivre la mise en œuvre des activités de la stratégie de communication.
- Continuer à promouvoir nos produits au Canada et à l'étranger lors d'évènements et d'activités de formation.

4.4 Élaborer et mettre en œuvre un cadre pour la mesure de la performance organisationnelle et la présentation d'un rapport à cet égard.

- Continuer de rendre compte de notre performance à nos membres et à notre conseil d'administration, conformément aux dispositions concernant la reddition de comptes à nos membres.
- Publier notre rapport annuel de performance pour nos membres.
- Préparer et tenir trois réunions du conseil d'administration et, au besoin, des réunions de ses comités.
- Préparer et tenir notre assemblée générale annuelle.
- Amorcer le processus d'élaboration d'un nouveau plan stratégique.





# En chiffres

<b>10 050</b> visiteurs à notre nouveau site Web	<b>54</b> collectivités ou territoires englobés dans <i>Vigie Audit</i> <b>6 213</b> documents dans la base de données	<b>4,5</b> sur 5 Note de satisfaction des boursiers à l'égard du Programme international
Nombre total de sessions Web <b>16 131</b> <b>42 499</b> pages vues uniques	<b>0,5</b> seconde pour repérer <b>477</b> rapports sur l'approvisionnement dans la <i>Base de données de Vigie Audit</i>	<b>28</b> boursiers diplômés au cours des 5 années du Programme international d'aide à la surveillance législative <b>251</b> depuis 1980
Communications aux membres <b>14</b> 2017-2018 <b>330</b> depuis 2004	Cours de formation sur l'audit de performance organisés <b>12</b> 2017-2018 <b>445</b> au total	Ateliers tenus au Canada pour les membres de CCP <b>4</b> 2017-2018 <b>41</b> depuis 2006
<b>172</b> gazouillis depuis mai 2017	<b>247</b> 2017-2018 <b>8 853</b> au total professionnels de l'audit formés au Canada	<b>127</b> Professionnels de l'audit ont participé à des cours de formation sur l'audit de performance et sur la surveillance organisés à l'étranger <b>1 082</b> depuis 2012
<b>76 000</b> impressions sur Twitter depuis mai 2017	<b>98 %</b> d'évaluation générale positive des cours	<b>95 %</b> des participants à la Conférence du CCCCP-CCVL ont accordé une évaluation positive à nos séances

# Rapport de la direction

Le présent rapport annuel comprend les états financiers de la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation (FCAR), pour l'exercice terminé le 31 mars 2018, ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant à leur égard. L'auditeur externe, à savoir le cabinet Welch LLP, a exprimé une opinion d'audit sans réserve sur les états financiers de la Fondation.

Les états financiers présentés dans le rapport ont été préparés par la direction conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif, et audités par le cabinet Welch LLP conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Le rapport permet d'informer nos membres, les parties prenantes et d'autres parties intéressées sur la performance financière de la Fondation et de leur expliquer les éléments importants, les fluctuations ou les changements dans les politiques ayant une incidence sur la présentation de nos états financiers.

## Revenus

Notre financement provient de deux sources principales : les cotisations et les contributions des membres, et le financement direct d'Affaires mondiales Canada destiné à nos programmes internationaux. Les droits d'inscription aux activités de formation et d'autres droits perçus qui sont associés à d'autres projets constituent nos autres rentrées de fonds.

Au total pour l'exercice 2017-2018, les revenus de la FCAR ont diminué d'environ 28,5 % par rapport à l'exercice précédent. La diminution est attribuable, en grande partie, à l'achèvement de l'accord de contribution de cinq ans conclu avec Affaires mondiales Canada visant les programmes internationaux de la Fondation, accord qui est arrivé à échéance le 31 mars 2018. Comme il se produit normalement au cours de la dernière année de nos accords de contribution pluriannuels, les activités de la FCAR dans les pays visés, pour l'exercice 2017-2018, ont diminué compte tenu de la fin prévue du programme, et les efforts ont davantage porté sur la préparation de rapports pour rendre compte des résultats.

Un accord de contribution visant un nouveau programme de sept ans a été signé le 29 mars 2018. Notre nouveau programme international, appelé « Programme international de gouvernance, de responsabilisation et de performance », recevra des contributions pouvant atteindre 14,95 millions de dollars d'Affaires mondiales Canada au cours de la période de sept ans de 2018 à 2025. Le programme permettra de soutenir les activités de la Fondation dans quatre pays, soit le Burkina Faso, le Guyana, le Rwanda et le Vietnam.

L'achèvement du dernier programme de cinq ans et le début de notre nouveau programme de sept ans, qui se sont tous deux produits en mars 2018, ont entraîné une augmentation des comptes clients par rapport à l'exercice précédent, du fait que nous avons établi les comptes clients associés à la dernière contribution de l'ancien programme et ceux associés à la première contribution du nouveau programme.

Tandis que nos activités de formation ont engendré des rentrées de fonds comparables à celles des années antérieures, la Fondation a obtenu d'autres rentrées de fonds associées à un projet spécial qui a été entrepris pour élaborer le document de travail intitulé *Établir un vérificateur général des Premières Nations*.

Au cours de l'exercice 2017-2018, notre conseil d'administration a amorcé un examen du financement de la Fondation afin d'étudier différentes solutions pour accroître la stabilité, la durabilité et la diversité de nos sources de financement à venir. Nous continuerons de consulter et d'informer nos membres tout au long de ce processus.

## Charges

L'achèvement de notre programme international de cinq ans a entraîné une diminution des dépenses liées au programme. Nos frais généraux ont augmenté de 12 % au cours de l'exercice 2017-2018, en raison du changement de dénomination et du renouvellement de l'image de marque de la Fondation, du lancement du nouveau site Web et de la réinstallation des bureaux de la FCAR à une nouvelle adresse; la réalisation de ces projets s'est échelonnée sur les deux derniers exercices financiers.

## Gestion des risques et prudence financière

Dans le cadre de sa stratégie d'atténuation des risques, la Fondation a accumulé au cours de ses 38 ans d'existence certains actifs nets afin de se prémunir contre certains risques de financement et d'exploitation. Établie en s'appuyant sur une politique adoptée par le conseil d'administration, la situation des actifs nets de la FCAR au 31 mars 2018 était de 538 935 \$.

Une partie des actifs nets est destinée à mettre la Fondation à l'abri de certains risques occasionnels de financement et d'exploitation, tandis qu'une autre partie peut servir à certains projets définis, si nécessaire, avec l'approbation du conseil d'administration. Au cours de l'exercice 2017-2018, nous avons utilisé une partie de ces fonds pour poursuivre le projet de renouvellement de l'image de marque et d'amélioration du site Web de la Fondation, pour couvrir les coûts de réinstallation dans de nouveaux locaux (la réinstallation a eu lieu en août 2017), et pour combler le manque à gagner occasionné par la diminution des rentrées de fonds nettes en raison de l'achèvement de notre programme international. Le conseil d'administration a autorisé la réduction des actifs nets en vue de permettre à la Fondation de continuer ainsi d'offrir à ses membres des produits, des services et des programmes de niveau égal à celui des années précédentes.

## Regard vers l'avenir

Nous continuons d'agir avec prudence et de chercher des occasions de maximiser nos sources de financement, en nouant des partenariats et en collaborant avec des tiers, afin de dûment servir nos membres. Nous nous réjouissons à l'idée d'entamer une nouvelle année de collaboration avec nos membres et partenaires, et de continuer à proposer les programmes et services qui sont si utiles à nos membres depuis presque 40 ans.



NICOLE WIECZOREK  
Vice-présidente des opérations et des relations avec les parties prenantes, et chef des services financiers



**ÉTATS FINANCIERS**  
**de la**  
**FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION/  
CANADIAN AUDIT AND ACCOUNTABILITY FOUNDATION**  
**Pour l'exercice clos le**  
**31 MARS 2018**

## **RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**

Aux membres de la

### **Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation/ Canadian Audit and Accountability Foundation**

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation/Canadian Audit and Accountability Foundation, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 mars 2018, et les états des résultats et de l'actif net et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

#### *Responsabilité de la direction pour les états financiers*

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes d'audit généralement reconnues au Canada ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

#### *Responsabilité de l'auditeur*

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

.../2

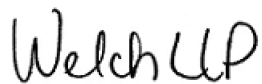
Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

*Opinion*

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation/Canadian Audit and Accountability Foundation au 31 mars 2018, ainsi que de ses résultats d'exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada.

*Autre point*

Les états financiers de la Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation/Canadian Audit and Accountability Foundation pour l'exercice clos le 31 mars 2017, ont été audités par un autre auditeur qui a exprimé une opinion non modifiée sur ces états financiers le 31 juillet 2017.



Comptables professionnels agréés  
Experts-comptables autorisés

Ottawa (Ontario)  
Le 27 juin 2018.


**FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION/  
CANADIAN AUDIT AND ACCOUNTABILITY FOUNDATION**


**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE**

**31 MARS 2018**

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b><u>ACTIF</u></b>		
<b>ACTIF À COURT TERME</b>		
Encaisse	452 657 \$	1 021 007 \$
Débiteurs	671 534	83 799
TVH à recevoir	5 505	23 770
Dépenses payées d'avance	<u>35 197</u>	<u>39 838</u>
	1 164 893	1 168 414
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (note 4)</b>	<u>45 924</u>	<u>3 937</u>
	<u>1 210 817 \$</u>	<u>1 172 351 \$</u>
<b><u>PASSIF ET ACTIF NET</u></b>		
<b>PASSIF À COURT TERME</b>		
Créditeurs et frais courus	364 998 \$	234 522 \$
Produits reportés - cotisations et contributions des membres	5 688	375
Produits reportés - Fonds du Programme international (note 5)	250 000	285 162
Incitatifs à la location	<u>51 196</u>	<u>-</u>
	<u>671 882</u>	<u>520 059</u>
<b>ACTIF NET</b>		
Non affecté	<u>538 935</u>	<u>652 292</u>
	<u>1 210 817 \$</u>	<u>1 172 351 \$</u>

Approuvé au nom du conseil:

.....  ..... Administrateur

.....  ..... Administrateur

(voir notes ci-jointes)



**CANADIAN AUDIT AND ACCOUNTABILITY FOUNDATION/  
FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION**

**ÉTAT DES RÉSULTATS ET DE L'ACTIF NET**

**POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2018**

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>Produits</b>		
Cotisations et contributions des membres	1 207 682 \$	1 203 469 \$
Fonds du programme international	738 310	1 669 710
Perfectionnement professionnel	145 808	149 749
Intérêts et autres	<u>74 996</u>	<u>8 861</u>
	<u>2 166 796</u>	<u>3 031 789</u>
<b>Dépenses directes des programmes</b>		
Recherche, méthodologie et produits d'information	366 999	318 720
Éducation et perfectionnement professionnel	359 629	374 162
Partage des connaissances et réseautage	126 245	150 240
Dépenses du Programme international	<u>701 757</u>	<u>1 568 376</u>
	<u>1 554 630</u>	<u>2 411 498</u>
<b>Dépenses générales</b>		
Durabilité et reddition de comptes	395 227	386 346
Exploitation et autres services de soutien	306 393	258 435
Amortissement	<u>23 903</u>	<u>1 968</u>
	<u>725 523</u>	<u>646 749</u>
<b>Dépenses totales</b>	<u>2 280 153</u>	<u>3 058 247</u>
<b>Insuffisance des produits sur les dépenses</b>	(113 357)	(26 458)
<b>Actif net non affecté, début de l'exercice</b>	<u>652 292</u>	<u>678 750</u>
<b>Actif net non affecté, fin de l'exercice</b>	<u>538 935 \$</u>	<u>652 292 \$</u>

(voir notes ci-jointes)

**CANADIAN AUDIT AND ACCOUNTABILITY FOUNDATION/  
FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION**

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2018**

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
<b>ENCAISSE FOURNIE (UTILISÉE) PAR LES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Insuffisance des produits sur les dépenses pour l'exercice	(113 357) \$	(26 458) \$
Ajustement pour:		
Amortissement	<u>23 903</u>	<u>1 968</u>
	(89 454)	(24 490)
Variations du fonds de roulement hors trésorerie:		
Débiteurs	(587 735)	(34 689)
TVH à recevoir	18 265	829
Dépenses payées d'avance	4 641	54 319
Créditeurs et frais courus	130 476	(85 809)
Produits reportés - cotisations et contributions des membres	5 313	(2 175)
Produits reportés - Fonds du Programme international	(35 162)	(100 532)
Incitatifs à la location	<u>51 196</u>	<u>-</u>
	<u>(502 460)</u>	<u>(192 547)</u>
 <b>ENCAISSE UTILISÉE PAR LES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles	<u>(65 890)</u>	<u>(5 905)</u>
 <b>DIMINUTION DE L'ENCAISSE</b>	(568 350)	(198 452)
 <b>ENCAISSE AU DÉBUT DE L'EXERCICE</b>	<u>1 021 007</u>	<u>1 219 459</u>
 <b>ENCAISSE À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<u>452 657</u> \$	<u>1 021 007</u> \$

(voir notes ci-jointes)

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2018

1. **NATURE DES ACTIVITÉS**

La Fondation canadienne pour l'audit et la responsabilisation/Canadian Audit and Accountability Foundation a été constituée en 1980 par des lettres patentes en vertu des termes de dispositions de la Partie II de la Loi sur les corporations canadiennes. La Fondation a été prorogée en vertu de la Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif (la «Loi») le 9 septembre 2014. À compter du 31 mars 2017, la Fondation a changé sa dénomination sociale de CCAF-FCVI Inc.

Conformément aux statuts de prorogation de la Fondation en vertu de la Loi, l'objectif de la Fondation est de promouvoir et de renforcer l'audit, la surveillance et la responsabilisation du secteur public au Canada et à l'étranger. La Fondation assure l'éducation, la recherche et le renforcement des capacités des auditeurs du secteur public et des comités de surveillance parlementaire, en les aidant à travailler avec d'autres fonctionnaires pour un gouvernement responsable. Les produits et services de la Fondation sont largement respectés, référencés et appliqués par les auditeurs, les législateurs et d'autres fonctionnaires au Canada et à l'étranger.

Une importante partie des produits de la Fondation, y compris un apport affecté aux dépenses générales, provient d'Affaires mondiales Canada (« AMC »), tel qu'il est indiqué à la note 5 des présents états financiers. De plus, la Fondation tire environ 53 % de ses cotisations et contributions d'un seul membre. Afin de maintenir son niveau actuel d'opérations, la Fondation doit maintenir ces sources de revenus.

La Fondation a été organisée et est exploitée aux fins décrites ci-dessus et, de ce fait, n'est pas imposable en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada.

2. **PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES**

*Base de présentation*

Les états financiers ont été préparés conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif et tiennent compte des principales méthodes comptables suivantes:

*Constatation des produits*

La Fondation utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports. Les apports affectés d'origine externe sont constatés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. Les apports non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir, si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que leur encaissement être raisonnablement assuré.

Les revenus d'intérêts non affectés sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont gagnés. Les revenus d'intérêts grevés d'une affectation d'origine externe, le cas échéant, sont initialement reportés et comptabilisés à titre de produits dans l'exercice au cours duquel les charges correspondantes sont engagées.

La Fondation établit la cotisation de ses membres sur une base annuelle, lesquelles sont comptabilisées en tant que produits pour l'année à laquelle la cotisation se rapporte.

Les produits liés au perfectionnement professionnel sont constatés dans l'exercice au cours duquel les biens et les services sont rendus ou vendus.

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - Suite  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2018

2. **PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES** - Suite

*Coûts de développement*

La Fondation crée des produits éducatifs et publie des rapports de recherche aux fins décrites à la note 1. Les frais facturés pour l'utilisation et l'achat de ces rapports sont généralement établis de manière à recouvrer les coûts directs. Les frais de développement connexes sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

*Ventilation des charges*

Les charges de la Fondation sont présentées dans l'état des résultats et de l'actif net sur une base fonctionnelle. Les dépenses attribuées à une fonction particulière sont directement liées à la production de cette catégorie fonctionnelle et ne sont donc pas considérées comme des dépenses indirectes réparties. La Fondation n'attribue pas ses frais généraux à d'autres catégories de dépenses fonctionnelles.

*Instruments financiers*

Les instruments financiers de la Fondation comprennent l'encaisse, les débiteurs, les créditeurs et les frais courus. L'encaisse est subséquemment comptabilisée à la juste valeur. Les autres instruments financiers sont ultérieurement comptabilisés au coût ou au coût amorti.

La Fondation comptabilise ses coûts de transaction dans les opérations dans la période au cours de laquelle ils sont encourus. Toutefois, les instruments financiers qui ne seront pas évalués ultérieurement à la juste valeur sont ajustés en fonction des coûts de transaction directement attribuables à leur création, à leur émission ou à leur prise en charge.

*Apports en nature*

Les membres et les autres contributeurs consacrent beaucoup de temps et absorbent eux-mêmes les coûts liés à certaines activités de la Fondation. Ces services sont rendus dans l'exercice normal des activités de la Fondation mais, dans certains cas, leur juste valeur et leur étendue ne peuvent être raisonnablement déterminées. Certains de ces services sont des services bénévoles qui ne seraient pas autrement achetés par la Fondation, de sorte qu'ils ne sont pas comptabilisés dans les états financiers. D'autres apports de services en nature seraient toutefois autrement achetés par la Fondation si ils n'avaient pas été contribués, et leur juste valeur et leur étendue sont raisonnablement déterminables de sorte qu'ils sont comptabilisés dans les états financiers. L'avantage de la contribution est incluse dans les produits, et il existe une dépense de compensation. Il n'y a donc pas d'incidence sur les résultats d'exploitation nets de la Fondation.

*Immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les immobilisations corporelles comprennent les meubles, le matériel de bureau et le matériel de TI. L'amortissement des meubles, de l'équipement de bureau et du matériel de TI est fourni selon la méthode linéaire sur une période de trois ans. Lorsqu'une immobilisation corporelle n'a plus aucun potentiel à long terme pour la Fondation, sa valeur comptable est réduite à sa valeur résiduelle.

Les immobilisations incorporelles, c'est-à-dire les logiciels, sont passés en charges dans l'exercice au cours duquel elles ont été acquises.

*Incitatifs à la location*

Les incitatifs à la location, tels que le loyer gratuit, sont reportés et amortis sur la durée du bail. L'amortissement annuel est comptabilisé comme un crédit à la charge de location.



NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - Suite  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2018

2. **PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES** - Suite

*Utilisation d'estimations*

La préparation d'états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif exige de la direction qu'elle fasse des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants déclarés d'actif et de passif, sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des produits et des charges de la période. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations et les ajustements sont inscrits aux états financiers dans la période au cours de laquelle ils deviennent connus.

Les estimations importantes comprennent les hypothèses utilisées pour estimer la juste valeur initiale des instruments financiers, la recouvrabilité des débiteurs, la détermination de la durée de vie utile des immobilisations corporelles, l'estimation des provisions pour les frais courus, l'estimation des salaires et avantages attribués aux divers secteurs opérationnels, l'estimation des contributions acquises, des autres accords de financement et des estimations des apports en nature comptabilisés dans les états financiers.

*Encaisse*

L'encaisse de la Fondation est détenue dans deux comptes d'une banque à charte canadienne, dont la majorité est détenue dans un compte d'investissement de placement affaires, portant intérêt à un taux variable basé sur un accord de taux d'intérêt progressif. Au 31 mars 2018, le solde du compte de placement affaires était de 298 025 \$ (2017 - 794 134 \$) et son taux d'intérêt moyen approximatif était de 0,9 % (2017 - taux d'intérêt moyen d'environ 0,7 %). L'autre compte bancaire est un compte caisse sans intérêt et son solde au 31 mars 2018 est de 154 191 \$ (2017 - 226 873 \$).

3. **INSTRUMENTS FINANCIERS**

Les instruments financiers exposent la Fondation à divers risques. L'analyse qui suit donne un aperçu des concentrations de risques auxquels celle-ci peut être soumise.

La Fondation n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour gérer ses risques.

*Risque de crédit*

La Fondation est exposée à un risque de crédit résultant de la possibilité que les parties ne respectent pas leurs obligations financières. L'exposition au risque de crédit maximal de l'organisation est la somme de la valeur comptable de son encaisse et de ses débiteurs. L'encaisse de la Fondation est déposée auprès d'une banque à charte canadienne et donc, la direction juge que le risque rattaché à ces instruments est minime. Les soldes des comptes débiteurs sont gérés et analysés de façon continue. Par conséquent, la direction juge que tous les débiteurs à la fin de l'exercice sont récupérables et n'a pas jugé nécessaire d'inscrire une provision pour mauvaises créances.

*Risque de liquidité*

Le risque de liquidité est le risque que la Fondation éprouve des difficultés à dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements lorsqu'ils arrivent à échéance. La Fondation répond à ses besoins de liquidité en établissant des budgets et des projections de flux de trésorerie futurs pour s'assurer d'avoir les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - Suite  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2018

3. INSTRUMENTS FINANCIERS - Suite

*Risque de marché*

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie à être tirés d'un instrument financier fluctuent en raison de la volatilité des marchés. Le risque de marché comprend le risque de taux de change des devises étrangères, le risque de taux d'intérêt et le risque prix-autre.

i) *Risque de taux de change*

Le risque de taux de change est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie à être tirés d'un instrument financier fluctuent en raison de facteurs liés aux taux de change des devises étrangères. Les instruments financiers de la Fondation sont libellés en dollars canadiens. Par conséquent, la Fondation n'est pas exposée aux fluctuations des taux de change sur ses instruments financiers. Toutefois, la Fondation engage des dépenses en devises étrangères liées à ses activités internationales et est donc exposée aux fluctuations des taux de change sur ses dépenses futures.

ii) *Risque de taux d'intérêt*

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché.

La Fondation estime qu'elle n'est pas exposée à un risque de taux d'intérêt significatif sur ses instruments financiers à taux d'intérêt fixe. Toutefois, la Fondation détient des instruments financiers à taux variable, soit ses soldes de trésorerie, qui sont exposés au risque de taux d'intérêt.

iii) *Risque de prix - autre*

Le risque de prix - autre est le risque que la juste valeur des instruments financiers ou les flux de trésorerie à être tirés des instruments financiers fluctuent en raison de changements dans les prix du marché (autres que ceux qui surviennent des risques des taux de change ou des taux d'intérêt), que ces changements soient causés par des facteurs spécifiques à l'instrument individuel ou à son émetteur ou bien encore à des facteurs affectant tous les instruments semblables sur le marché. Étant donné que la Fondation n'a pas investi dans des placements cotés en bourse, elle n'est pas exposée au risque de prix - autre.

*Changements dans l'analyse des risques*

Il n'y a pas eu des changements importants dans les niveaux d'exposition au risque de la Fondation depuis l'exercice précédent.

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont constituées de:

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Meubles, équipements TI et AV	71 795 \$	39 263 \$
Amortissement cumulé	<u>25 871</u>	<u>35 326</u>
	<u>45 924 \$</u>	<u>3 937 \$</u>

**FONDATION CANADIENNE POUR L'AUDIT ET LA RESPONSABILISATION/  
CANADIAN AUDIT AND ACCOUNTABILITY FOUNDATION**

**NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS - Suite  
POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2018**

**5. FONDS DU PROGRAMME INTERNATIONAL**

Les coûts des programmes internationaux sont financés par Affaires mondiales Canada (« AMC ») avec des apports en nature d'experts canadiens du Bureau du vérificateur général du Canada, des bureaux d'audit provinciaux, de la Fondation, des bureaux d'audit municipaux, des parlementaires et des Canadiens. AMC paie les coûts directs associés au programme et contribue aux dépenses générales de la Fondation.

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Montant reporté (à recevoir), au début de l'exercice	285 162 \$	385 694 \$
Avances versées par AMC	<u>453 148</u>	<u>1 569 178</u>
	738 310	1 954 872
Produits constatés représentant les charges pour l'exercice incluant la contribution versée aux dépenses générales	<u>738 310</u>	<u>1 669 710</u>
Montant reporté (à recevoir), à la fin de l'exercice	<u>-</u> \$	<u>285 162</u> \$

Une nouvelle entente avec AMC a été signée le 29 mars 2018 et prévoit un financement de 14 950 000 \$ pour la période se terminant le 31 mars 2025. Une somme de 250 000 \$ liée à cette nouvelle entente est incluse dans les fonds de programmes internationaux reportés.

**6. SALAIRES ET AVANTAGES SOCIAUX**

Le montant total des charges salariales et des avantages sociaux pour l'exercice 2018 s'élève à \$1,511,736 (2017 - \$1,502,649). Les charges salariales et des avantages sociaux sont répartis entre les diverses activités opérationnelles en fonction de l'utilisation des ressources, selon l'estimation de la direction, telle que présentée ci-dessous:

	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Recherche, méthodologie et produits d'information	333 405 \$	295 193 \$
Éducation et perfectionnement professionnel	264 161	227 223
Partage des connaissances et réseautage	122 977	89 965
Programme international	371 427	541 752
Durabilité et reddition de comptes	287 659	234 619
Exploitation et autres services de soutien	<u>132 107</u>	<u>113 897</u>
	<u>1 511 736</u> \$	<u>1 502 649</u> \$

Les charges salariales et les avantages sociaux comprennent des apports en nature d'une valeur de \$142,369 (2017 - \$146,250) qui sont aussi inclus dans les produits de cotisations et de contributions des membres, n'entraînant aucun impact sur les résultats d'exploitation nets de la Fondation.

**7. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

La Fondation s'est engagée à effectuer des paiements en vertu d'un contrat de location-exploitation pour des locaux à bureaux expirant le 30 novembre 2027. Le loyer global minimal payable à la date d'expiration est le suivant:

2019	66 690 \$
2020	66 690
2021	68 172
2022	71 136
2023 et au-delà	416 442